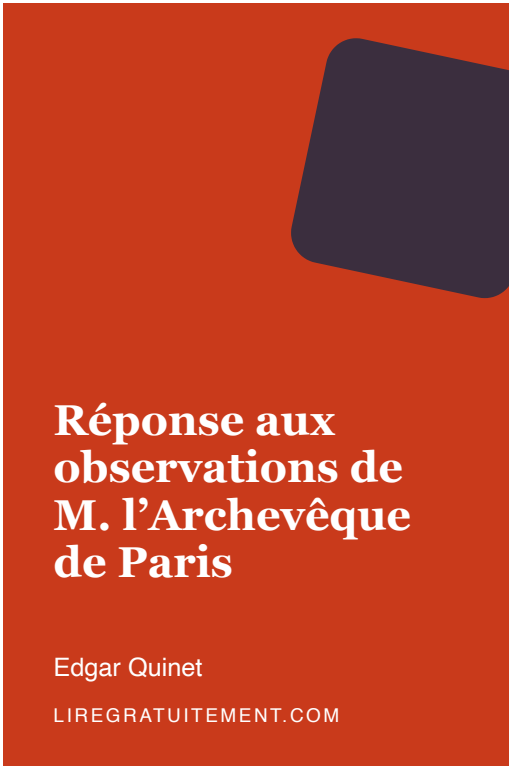


Réponse aux observations de M. l'Archevêque de Paris

Edgar Quinet

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Réponse aux observations de M. l'Archevêque de Paris

RÉPONSE

AUX

OBSERVATIONS

DE M. L'ARCHEVÊQUE DE PARIS.

Une intervention imprévue nous oblige de nous défendre. En traitant une question fort différente de celle dont nous nous sommes occupés, M. l'archevêque de Paris a considéré comme un devoir envers son diocèse de réclamer contre notre enseignement et l'ouvrage qui le résume. Cet écrit de M. l'archevêque, qui, au début, respire l'esprit de conciliation et de douceur, change de tempérament dès qu'il s'étend à nous. La véhémence remplace l'onction. On avait commencé dans l'intention de ne faire la guerre à personne, on termine en nous faisant une guerre déclarée, tant il est vrai que souvent la polémique entraîne même le plus sage dans un sens contraire à celui qu'il se propose. Ce serait là notre excuse, si, ce qu'à Dieu ne plaise, nous ne réussissions pas à accorder, dans tout ce que nous avons à dire, le respect de la personne avec le respect de la vérité.

Loin de nous plaindre de cette haute intervention, nous la croyons utile. Non-seulement le débat s'agrandit, il s'éclaire. À l'instant où nos adversaires nous accusaient de poursuivre un

fantôme de jésuitisme, le premier prélat de France, noblement dégoûté de tant de subterfuges, lève ces vains masques ; il reconnaît ouvertement le concert du jésuitisme et de l'épiscopat. Les disciples de Loyola n'étaient, disait-on, qu'une invention de notre esprit ; nous les avions créés pour le plaisir de la dispute. Nul ne songeait à eux, ne s'intéressait à eux, et, au milieu de ces inutiles artifices, voilà un homme plus sincère que tous les autres, le premier membre du clergé, qui se décide à cet aveu suprême de sympathie et d'alliance.

Vous attaquez, nous dit ce prélat, le clergé sous le nom d'une société non reconnue par les lois. — Est-ce un bon moyen de le défendre que de l'identifier avec ce que la loi réprouve ? — Nous ne prétendons pas vider ici le procès de cette société célèbre dans lequel tant de passions ont été mises en jeu. — Ce procès a été vidé trente-neuf fois, et toujours dans le même sens. — Alors même que les jésuites auraient des torts (il y a trois siècles, l'évêque de Paris les accusait de prostituer l'église), vous n'êtes pas dispensés d'être justes et logiciens. — Il s'agit précisément, en effet, de montrer en quoi nous ne sommes ni justes, ni logiciens. — Vous accusez les règles de ces religieux d'établir un humiliant despotisme. — En quoi le despotisme fondé sur la délation est-il chose honorable ? — Vous savez bien qu'ils ne peuvent faire peser leur joug sur aucun de ceux qui ne sont pas disposés à l'accepter. — Je sais aussi que l'art de surprendre la volonté est une partie de leur religion. — Vous savez bien que, malgré certaines métaphores employées dans la rédaction de leurs règles (Loyola n'était pas un rhéteur, ses métaphores sont des préceptes), leur discipline n'impose pas une obéissance passive aussi absolue que la discipline militaire. — Dans quel régime militaire a-t-on jamais ouï parler d'une règle telle que la suivante :

« Si l'autorité déclare que ce qui est blanc est noir, affirmez que cela est noir. » — Vous n'accusez pas d'envahissement ceux qui possèdent tous les établissemens d'instruction publique. — Nulle corporation ne possède tous ces établissemens. — Vous vous indignez contre les envahisseurs qui n'ont aucune école, aucun titre, aucun traitement. — Je m'indigne contre la ruse qui contrefait la sainteté. — Vous prétendez qu'ils dominent les évêques ; — j'aime mieux croire qu'ils les dominent que de penser qu'ils leur agréent ; — et il dépend d'eux de les congédier. — Que ne le font-ils ? le christianisme y gagnerait. — Ce qu'ils ne manqueraient pas de faire s'ils étaient aussi pervers que vous le dites. » — Nous disons que les maximes du corps sont perverses, nous l'avons démontré, nous attendons qu'on nous réfute.

Ainsi, on ne nous permet pas de séparer la cause du clergé français et celle du jésuitisme. On veut, à tout prix, assumer sur soi la responsabilité de cette société tant de fois maudite. Ce que nous élevons contre elle, le clergé se l'applique à lui-même : tant d'impopularité, une iniquité si patente, un héritage si monstrueux, ne l'effraient pas. Si nous nous obstinons à mettre une différence entre des choses que toute la terre avait jusqu'ici séparées, cette distinction nous est tenue à impiété. Est-ce bien là véritablement le dernier mot de l'église de France ? Cette parole que l'on peut encore retirer, a-t-on pesé tout ce qu'elle enferme de conséquences ? Identifier l'église de France avec le jésuitisme, c'est là quelque chose de si nouveau pour des oreilles françaises, que nous avons besoin de l'entendre répéter encore.

Vous témoignez au clergé du second ordre de vives sympathies ; est-ce donc en blasphémant contre sa foi ? — Nous avons pris la défense de l'esprit contre ceux qui veulent ruser avec l'es-

prit. Nous avons condamné le pharisaïsme moderne en nous servant le plus souvent des termes de l'autorité ecclésiastique. Nous avons préféré l'Évangile aux Exercices spirituels de saint Ignace, cela est vrai. Nous avons pu errer, quoique personne n'ait relevé une erreur de fait. Nous avons séparé par un abîme le christianisme de Jésus-Christ et le christianisme de Loyola. Dans tout cela, où est le blasphème ? et quels sont donc les termes que l'on évite, si ce sont là les termes pleins de modération et de bienveillance qu'on nous promettait en commençant ?

Pour réfuter ce qui a été dit de l'oppression du bas clergé, on objecte que peu de prêtres sont disposés à se plaindre. Il y a une bonne raison de garder le silence, quand la plainte vous est imputée à révolte. Que ne puis-je citer à M. l'archevêque les paroles navrantes des prêtres qui s'adressent furtivement à nous, et nous confient leur oppression, en nous suppliant de ne pas divulguer leurs noms ! La meilleure preuve de leur servitude désespérée est qu'ils recourent à nous. Que pouvons-nous pour eux, à moins d'achever de les perdre ? Si leur cause, partout ailleurs, avait une chance d'être écoutée, je me figure difficilement qu'un seul d'entre eux nous choisît pour avocats.

Les conséquences déduites de l'abolition de la religion d'état sont de celles qui devaient provoquer la plus vive contradiction. Vous rendez, nous dit-on, le législateur absurde pour nous le rendre contraire. On sent que toute la question est ici.

Des développemensdans lesquels entre à ce sujet M. l'archevêque, il résulte que, n'accordant aucune vie religieuse aux institutions civiles et politiques, il appartient à l'opinion de ceux qui déclarent la loi athée. D'après cette idée, les institutions ne reposant que sur elles-mêmes, c'est, en effet, rendre le législateur ab-

surde, que de chercher dans les lois aucun rapport nécessaire avec les croyances.

Pour nous, au contraire, nous maintenons l'impossibilité de concevoir un corps d'institution, un code, une législation, sans supposer une base religieuse. L'esprit qui supporte l'ensemble des institutions françaises est l'esprit du christianisme qu'elles tendent à réaliser. En formant de toutes les églises éparses une seule cité, l'état est, selon nous, plus conforme à l'idée de l'église universelle que ceux qui songent à séparer dans un esprit de secte, et on l'avouera, en passant, il est au moins surprenant, dans ce débat, que ce soit nous qui affirmions que nul établissement civil ne peut vivre hors de Dieu, et que ce soit M. l'archevêque qui soutienne le contraire. Appliquons ces principes à l'objet principal de la controverse, au problème de l'éducation ; ils ressortiront avec une évidence manifeste. À quoi, en effet, aboutit dans la pratique le système qu'on nous oppose ? On va le voir. Si l'état est athée, il en résulte son impuissance totale à donner une règle de conduite, ni à établir un principe quelconque d'éducation ; d'où la nécessité de former autant d'enseignemens, d'écoles, d'éducations séparées qu'il y a de confessions en France. C'est en effet la conséquence à laquelle on s'arrête. Des écoles catholiques, des écoles luthériennes, des écoles calvinistes, des écoles philosophiques, sans nul lien entre elles, voilà, aux yeux de M. l'archevêque, l'idéal de la constitution publique de l'éducation. Chacun goûterait à l'écart une doctrine séparée, sans nulle crainte d'un contact mutuel. On formerait à côté les uns des autres autant de peuples isolés qui, étant élevés dans la haine réciproque les uns des autres, n'auraient entre eux de commun que le nom. Ou les mots ont changé de sens, ou tout ceci n'est rien

autre chose que ramener la société à la division, au partage civil et politique, c'est-à-dire au schisme.

Enfermez les intelligences dans l'isolement où le système de M. l'archevêque tendrait à les ramener ; après un demi-siècle, que trouverez-vous pour résultat ? Des esprits nourris dans des traditions qu'ils croiront inconciliables, des sectaires ardens qu'aucun point commun ne reliera, de nouveaux fermens de guerres civiles et religieuses, le combat renaissant et acharné des prêtres et des philosophes, une société systématiquement divisée et morcelée, les générations parquées dès le berceau dans des préjugés et des haines mutuelles, quoi encore ? des fanatiques et des sceptiques. Au milieu de tout cela, que devient l'œuvre des temps et de la Providence, la France, le pays de l'unité ? Vous l'aurez divisé, brisé, autant que vous aurez pu. Vous aurez fait le contraire de ce que fait la Providence. En serez-vous plus chrétiens ?

Tout le principe de l'éducation publique repose sur la nécessité que les générations nouvelles, après avoir reçu les tendances, les inspirations du foyer domestique, les enseignemens des croyances particulières, se rencontrent un moment pour se lier dans un même esprit. Par là, en gardant les affections originaires, elles apprennent à se sentir issues du même pays, membres de la même famille ; et c'est ce principe d'alliance qui vous fait ombrage, et que vous travaillez à ruiner autant que vous le pouvez !

Mais plus vous l'attaquez au nom de l'église, plus vous montrez la nécessité de le sauver au nom de l'état. Ou l'Université n'est rien (et dans ce cas il est bon d'en ôter jusqu'au nom), ou elle doit représenter dans ses doctrines cette unité morale de la société française et ce principe d'alliance que vous poursuivez

dans son germe. Qu'elle ose se placer sur ce terrain. Il n'appartiendra à aucune secte de la ruiner dans son principe, puisqu'aucune ne peut la remplacer.

L'état a en soi une vie religieuse, sans quoi il ne subsisterait pas un seul jour. Seulement, il est vrai que cette vie n'a plus pour unique règle l'autorité catholique, depuis que la société, en grandissant, s'est établie non plus sur une fraction de l'église, mais sur le christianisme tout entier. Et lorsqu'en constatant ce fait, qui résume l'esprit des temps nouveaux, j'invite l'autorité spirituelle à ne pas se laisser devancer par le pouvoir temporel dans l'œuvre de l'alliance et de la société universelle, vous ne voyez dans ces paroles qu'impiété ; puis vous ajoutez :

« Comment croire à votre amour pour la religion, lorsque vous déguisez assez mal votre confiance dans une audacieuse exégèse qui n'ébranle les fondemens du christianisme qu'en renversant les fondemens de toute certitude historique ? »

Nous avons posé les questions qui ont été soulevées par la critique moderne. Au lieu d'un vain débat, nous avons sincèrement montré les difficultés qu'a créées la science de nos jours. Est-ce faire preuve d'un véritable athéisme que d'inviter les théologiens à saisir les difficultés où elles sont ? Qu'on les résolve, nous ne demandons pas mieux. En attendant, nous nous étonnons que, par aucun ouvrage, le clergé de France n'ait seulement tenté d'aborder les objections proposées avec tant d'éclat et de franchise par l'exégèse, et ce qu'il est aisé d'appeler le naturalisme des universités allemandes. Une fois, cependant, on a répondu à l'ouvrage de Strauss, qui, résumant avec une audace inconnue toutes les formes du scepticisme, sapait le christianisme par la racine. Et quel est celui qui a fait cette réponse ? Est-ce un

homme du clergé de France ? Est-ce un de ces prélats que la moindre dissidence scandalise ? est-ce au moins un membre de l'ordre de Jésus, auquel la tâche appartenait par privilége ? Non. C'est celui que votre grandeur traite aujourd'hui de blasphémateur.

J'ai demandé pourquoi les peuples qui ont adopté la bannière de la politique ultramontaine sont aujourd'hui délaissés ou châtiés par la Providence. La réponse que l'on me jette comme une accusation confirme l'objection : « Qui vous a dit que ces déchiremens ne viennent point de la témérité, de l'ignorance profonde des réformateurs qui partagent vos doctrines ? » Reste à voir où sont les réformateurs téméraires de l'Italie, de l'Espagne, de l'Amérique du Sud. Ces peuples sont ceux chez lesquels les réformes ont eu le moins de crédit ; ils devraient, d'après cela, être moins déchirés, moins abandonnés que les autres. Mais c'est le contraire qui arrive, puisque les peuples chez lesquels les changemens ont été les plus profonds, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie, les États-Unis, l'emportent incontestablement en puissance, en autorité, en prospérité, sur les premiers : d'où il suit que tout ce que M. l'archevêque avance ici se retourne contre lui ; car enfin, si le Midi est en décadence, à cause de ses réformes téméraires, pourquoi le Nord prospère-t-il par des réformes beaucoup plus téméraires ? Celui qui pèche le plus prospère-t-il où celui qui pèche le moins succombe ?

M. l'archevêque sent bien que cette première raison n'est bonne que contre lui ; sans y insister, il appuie sur une autre : Vous la trouveriez, dit-il, dans les mauvais penchans de la nature humaine, si vous n'étiez pas assez aveugles pour les diviniser. Lors même que nous diviniserions les mauvais penchans (chose

sur laquelle il sera nécessaire de revenir), le raisonnement n'y gagnerait rien encore. La nature humaine n'a pas seulement une mauvaise pente dans les contrées ultramontaines. Je ne pense pas même que M. l'archevêque veuille dire qu'elle est là plus méchante qu'ailleurs. Lors donc que j'avance que la politique étroitement catholique a contre elle un puissant argument, tiré de l'infériorité des états qui l'ont suivie, ce n'est pas répondre que d'opposer le vice originel de la nature humaine. Ce vice étant le même partout, je demande en quoi il explique la décadence des uns et la prospérité des autres.

Après ces réponses, dont chacune est tournée en accusation contre nous, M. l'archevêque fait un appel à l'amour de la paix. Nous y souscrivons de tous nos vœux : « Vous aimez la paix, on nous l'assure, vous avez gémi d'entamer une lutte propre à réveiller les passions. »

Pourquoi ces paroles de pacification n'ont-elles pas retenti plus tôt ? Sans doute elles auraient suffi pour arrêter les violences essayées contre nous, car M. l'archevêque n'ignore pas que ni la calomnie, ni l'injure, ne nous ont jamais arraché une parole de défense. Nous avons attendu patiemment que le droit de liberté de discussion ait été violé dans nos personnes, que l'insulte, la menace ouverte, l'émeute sacrée, soient venues nous provoquer, tête haute, et que notre parole ait été étouffée sous les cris pendant des heures entières par ceux qui se disent aujourd'hui les amis uniques de la liberté de discussion. Pour représailles, qu'avons-nous fait ? Une seule chose : nous avons suivi le cours ordinaire de notre enseignement ; nous avons raconté, analysé les origines d'un ordre dont nous ne pouvions éviter l'histoire. Nous l'avons examinée, comme nous eussions fait si rien de nou-

veau ne fût arrivé. Raconter l'histoire, ne rien dire qui ne soit conforme aux monumens, est-ce là de la vengeance, comme vous le dites, monseigneur ? Dans ce cas, c'est la vengeance de Dieu, ce n'est pas celle de l'homme.

Combien il eût été à désirer que les paroles évangéliques de M. l'archevêque de Paris eussent versé alors la paix dans les esprits fanatisés qui, pour réclamer l'indépendance du jésuitisme, essayèrent d'abord d'étouffer la nôtre ! Un seul mot de sa bouche eût sans nul doute fait rentrer dans les bornes nécessaires ce zèle aveugle, et l'on n'eût pas vu, par une contradiction qui fait excuser aujourd'hui un peu de défiance, les partisans les plus entiers de la liberté d'enseignement commencer par essayer d'écraser l'enseignement.

« Vous devez, continue M. l'archevêque, déplorer votre succès, puisque les passions ont été déchaînées. Vous devez le déplorer, parce qu'il ne donne pas une gloire solide ; vous devez le déplorer, parce qu'il n'a jamais donné le véritable bonheur. »

Pour des hommes dont on veut étouffer la voix, le succès est de pouvoir parler. Cela établi, je ne vois pas clairement en quoi il faut déplorer que nos adversaires n'aient pas réussi. Qui aurait gagné à notre défaite ? sans contredit, la force brutale, la violence, qui, un autre jour, aurait pu tout aussi bien se retourner contre d'autres. Ah ! monseigneur, quelle triste victoire vous eussiez obtenue là ! et qu'il est bon, je crois, pour votre propre cause, que nous n'ayons pas laissé s'établir, par un précédent éclatant, ce droit de la violence sur la pensée ! Si la résistance à l'oppression grossière ne donne pas le véritable bonheur, ce n'est pas moins un devoir de la repousser. Quant à la gloire solide dont vous parlez, je ne vois pas davantage en quoi ce mot peut s'appli-

quer ici. Dans ces affaires d'école, il n'est guère ordinairement question de gloire ; tout ce qu'on peut faire, c'est d'y mériter obscurément l'estime de quelques hommes, et peut-être aussi en secret la vôtre, monseigneur !

Au milieu des plus hautes questions, pourquoi faut-il que le premier archevêque de France ait écrit les mots, qu'on va lire ? Comment la crosse sainte a-t-elle pu relever dans la poussière une insinuation telle que celle-ci : « Nous rapportons, sans en garantir la vérité, un autre motif d'opposition ; serait-il vrai que la chaire évangélique pût exciter de tristes jalousies, lorsque son succès dépasse celui de quelques autres chaires entourées d'auditeurs moins nombreux et moins empressés ? » Et cela est dit tranquillement, posément, sans scrupules ! après une légère hésitation, cela est confirmé avec une pleine autorité par cette réflexion austère « Quel est celui qui, même dans les nobles travaux de l'intelligence, n'a pas à se défendre des susceptibilités de son amour-propre ? » Ainsi, voilà le diocèse de Paris solennellement averti. Quelques personnes des plus religieuses avaient cru pouvoir s'expliquer notre marche par la nécessité de la défense, par une curiosité inquiète, ou encore par la manie d'indépendance qui tourmente l'homme moderne. Les plus décidés à nous blâmer avaient cru reconnaître les conséquences de doctrines acceptées et suivies jusqu'au bout. On nous avait accusés de naturalisme, d'éclectisme, de panthéisme, d'athéisme ; restait à trouver la raison générale de ces doctrines ; il faut que la discussion arrive aux mains de M. l'archevêque, pour que le principe théologique de ces erreurs soit découvert. C'est pour le manifester que M. l'archevêque se décide à rompre un silence que, sans cela, les catholiques du diocèse de Paris pourraient regarder comme une prévarication et tout bien considéré, le chapitre interrogé, ce

principe est l'envie excitée par les succès de MM. les prédicateurs. Si nous nous sommes abandonnés au naturalisme des universités allemandes, si nous avons résisté à la violence, pure envie ! si nous n'avons pas reculé devant le sujet que la suite naturelle des temps nous imposait ; si, pour tout cela, nous nous sommes renfermés dans le XVI siècle, encore une fois, pure envie des succès littéraires de l'avent et du carême ! Mais ces succès honorables ne datent pas d'hier, de cet hiver, de cette année. On conviendra que c'est un miracle que des hommes capables de nourrir cette basse jalousie depuis si long-temps aient attendu jusqu'à ce jour l'occasion de la montrer.

Si vous vous êtes crus calomniés, ce que nous n'avons pas à examiner ici... Et où donc, de grace, l'examinerez-vous, monseigneur, si ce n'est dans le moment même où la calomnie siffle autour de vous et se glisse à votre insu sous votre plume ? Où l'examinerez-vous, si ce n'est dans le moment où votre intervention doit être pour nous, selon vos propres termes, une garantie d'impartialité ? Est-ce donc une chose de si peu d'importance que de savoir si des hommes dont vous vous faites le juge, ont été oui ou non calomniés ? Et non content de laisser subsister la calomnie quand elle vient d'autrui, cette imputation d'altérer la vérité par l'effet de tristes jalousies est-elle donc aussi une chose si légère de la part du premier prélat du royaume, qu'elle ne vaille pas non plus la peine d'être examinée avant d'être portée devant tout votre diocèse ?

Vous nous promettez une discussion calme et polie, vous ne nous devez rien que la vérité nue ; mais, mais quand vous nous accusez directement de diviniser les mauvais penchans de la nature humaine, daignez considérer que, par cette inculpation so-

lennelle, la plus grave assurément que l'on puisse élever contre des hommes, vous nous donnez le droit de vous demander sur quoi elle est fondée. Profiter de la confiance publique et de la liberté de la parole pour exalter, dans des cœurs encore neufs, les mauvais penchans, les vils instincts, rien ne me semblerait assez rigoureux pour châtier une pareille indignité, car il ne s'agit plus ici seulement d'une dissidence sur un dogme : il s'agit de la morale universelle, et plus votre assertion est grave, plus elle a besoin d'être démontrée. Avant de vous lire, je me disais : Si des hommes aveugles provoquent contre nous la haine publique, il est impossible que le chef du troupeau mêle sa voix à la leur. Sa dignité, sa modération connue, son désir de conciliation, sa politique, tout s'y oppose. Même sous l'erreur involontaire, il est impossible qu'il ne reconnaisse pas la sincérité, le goût de la vérité, la vie morale, l'ame qui soutient nos paroles. Et au contraire, par un mot, vous tentez de tout flétrir, sans discernement aucun du vrai et du faux, sans considérer que de votre part une assertion équivaut, pour un grand nombre, à une vérité établie. Vous ne jugez pas nécessaire d'appuyer une accusation, si énorme qu'elle soit, sur aucun fait, aucune preuve, aucune induction même éloignée, que nous puissions au moins discuter. Faire le procès au jésuitisme, cela suffit, selon vous, pour offenser à la fois la conscience humaine et la morale universelle. Jusqu'à ce jour, c'est précisément le contraire qui était tenu pour certain.

Non, monseigneur, vous ne pouvez penser que de vils sentimens nous aient fait parler. Nos paroles ont été rendues publiques ; c'est là-dessus qu'on jugera si ce sont les bons ou les mauvais penchans que nous divinisons. Il y aurait, je le sais bien, un moyen efficace pour détruire par la base tout le corps enseignant de France. Pour cela, on n'aurait besoin d'aucune loi nou-

velle ; il suffirait de le réduire à cet état d'inertie où toute injure pourrait lui être adressée sans qu'il relevât jamais la tête. Persuadez le pays qu'il est un corps contre lequel il est loisible de tout oser sans jamais essuyer d'aucun individu aucune contradiction sérieuse, et ce corps-là tombera dès demain sous le dédain public. Qui voudrait en faire partie un seul jour, si la première condition était de livrer silencieusement son honneur, pour peu que l'adversaire fût audacieux et que l'attaque tombât de haut ? Dans l'habitude de tout décider sans contrôle, voyez combien il est difficile d'être juste. Notre principale impiété, à vos yeux, sera toujours de ne pas nous être laissé écraser sans discussion.

Assez de personnes nous disaient : « Pourquoi séparez-vous le clergé du jésuitisme ? soyez certains qu'ils s'entendent. » Malgré cela, nous persistions à les discerner l'un de l'autre. Aujourd'hui même, en dépit de l'autorité qui les confond, nous hésitons encore à voir dans cette déclaration la pensée formelle de toute l'église de France. Ne se trouvera-t-il pas une voix dans ces quarante mille prêtres pour s'élever contre une telle responsabilité ? Parmi tant d'évêques, de prédicateurs, d'ordres différens, ne verra-t-on personne, je le répète, personne qui ose, non à la dérobée, non dans une lettre furtive, mais franchement, ouvertement, renier cette solidarité avec les fils de Loyola ? Un silence de peur pèsera-t-il sur une déclaration qui enveloppe l'église de France dans une cause tant de fois jugée et toujours condamnée ? Nous attendons, nous écoutons.

Et pourquoi donc tant d'ardeur à se commettre pour eux ? qui vous oblige à vous charger volontairement de cet héritage de malédiction ? La reconnaissance ? mesurez d'abord le bien et le mal qu'ils vous ont fait. La nécessité ? où est-elle ? La peur ? c'est-à-

dire que vous vous abandonnez pour n'avoir plus rien à craindre. Leurs promesses ? est-ce que vous pensez qu'eux seuls peuvent sauver le catholicisme ? Dans ce cas, c'est une grande nouvelle, que le monde soit mis ainsi dans la nécessité d'opter entre Voltaire ou Loyola. Si leurs promesses vous attirent, attendez au moins qu'ils aient prouvé, par des marques irréfutables, leur habileté à se ressaisir des temps nouveaux. Qui vous presse ? Le monde vous donne la paix que vous promettez sans la pouvoir tenir. Mais quoi ! à la première injonction de leur part, sans rechercher si leur alliance est funeste ou non, sans qu'ils aient réparé le dommage qu'ils vous ont fait, sans nul gage assuré, contrairement à votre propre tradition, vous identifier à eux, vous absorber en eux ! vous réfugier chez ceux-là même dont le nom suffit pour faire crouler les palais en un moment, sans qu'il en reste pierre sur pierre ! Si c'est du désintéressement, il manque de la prudence obligée même dans les choses divines ; si c'est de l'aveuglement, que l'on mesure par là ce que peuvent des hommes qui, en exerçant cette fascination, ont encore l'art de persuader qu'ils ont cessé de vivre.

Au reste, cette intime solidarité une fois admise, il faut du moins en subir la première conséquence ; elle s'applique à ces ordres divers, bénédictins, dominicains, frères mendians, etc., qui partout essaient de renaître. Aussi long-temps que ces instituts ont été réellement distincts, ils ont eu leur raison d'existence ; mais, s'il est avéré que le jésuitisme les enveloppe désormais dans un esprit plus général, de telle sorte que l'on ne peut le critiquer sans que tous ne soient atteints, pourquoi, encore une fois, tant de manteaux divers pour cacher le même personnage ? Est-il juste de cacher l'ame du jésuite sous l'habit du franciscain ? Ramener tous les ordres à un seul, ce devrait être la

conséquence loyale du système dans lequel on vient d'entrer ; d'autant mieux qu'il n'est aucune forme de vie à laquelle ne puisse s'étendre l'institut de Loyola. La vérité est ici la même chose que l'unité.

J'avoue qu'au milieu des partis qui divisent la France, il me semblait que l'église avait autre chose à faire qu'à mêler aux blessures toutes vives ces fermens de disputes que le jésuitisme apporte toujours avec lui. Dans le chaos des opinions, il eût été beau de voir l'église de France, seule, tranquille, pacifique, conciliante, quand tout s'agitait autour d'elle. Comment n'a-t-elle pas été tentée d'essayer le rôle du Samaritain, en fermant les plaies de ce grand blessé au bord du chemin ? Elle aime mieux les ouvrir. J'imagine pourtant que ce spectacle de sérénité, de majesté, au milieu des clameurs des partis, eût frappé les esprits plus qu'aucun autre signe. C'eût été là du moins un miracle cent fois plus efficace que tous les miracles récens que chaque jour on nous oppose ; demeurer calme dans la tempête civile, voilà vraiment la marque du doigt de Dieu.

Au contraire, on prend à tâche de faire passer dans l'église le tempérament fiévreux de la politique quotidienne. L'agitation, l'irritation, les habitudes mesquines de l'esprit de parti, se communiquent à la cité sainte. Si l'on obéit à l'esprit de notre temps, ce n'est pas dans ce qu'il a de grand, mais dans ce qu'il a de petit. On repousse ce qui en fait véritablement la vie religieuse, je veux dire l'esprit de conciliation, d'unité profonde, d'impartialité, fondé sur le sentiment de plus en plus distinct d'une commune alliance. Ce que l'on emprunte à son époque, c'est ce qu'elle a de plus extérieur : esprit de querelles, polémiques, menaces de tri-

bunaux, évangile de bruit et de tumulte. Un nouvel hymne sorti du cœur parlerait plus haut que tout cela.

Lorsqu'on se retire dans le sanctuaire, est-ce pour se rapprocher de Dieu ou du monde ? Dans les caveaux de nos cathédrales, des milliers d'ouvriers sont habilement rassemblés et embrigadés en secret, loin du jour : que font ces nouveaux chrétiens enfouis au sein des catacombes ? dans quel abîme d'ascétisme se plongent-ils ? quel secret leur enseigne-t-on dans la poussière des tombeaux ? Plongé dans le saint des saints, un jésuite tire une loterie et fait un cours de physique amusante.

Rien n'est facile comme de diviser et détruire. Ces mots par lesquels termine M. l'archevêque résument en effet toute la question.

Quels sont ceux qui unissent ? quels sont ceux qui divisent ? voilà bien ce qu'il s'agit de savoir.

Que vous nous reprochiez d'allier ce que l'ultramontanisme sépare, je le comprends ; mais il est difficile de concevoir en quoi nous divisons, lorsque, au lieu d'élever les communions les unes contre les autres, nous cherchons au contraire les points de ressemblance et de contact. Jusqu'ici, on nous avait accusé de réunir ce qui ne veut pas être uni, de rapprocher ce qui veut être séparé ; on appelait cela panthéisme. Aujourd'hui, monseigneur, vous nous accusez de diviser. Ces deux inculpations ne peuvent subsister ensemble. Il faut choisir, puisque l'une réfute nécessairement l'autre.

Ceux qui divisent sont ceux qui veulent que chaque secte, chaque église, soit un monde séparé, clos pour jamais, sans nul contact d'éducation avec ce qui s'en rapproche le plus, que les gé-

nérations nouvelles ne se rencontrent nulle part dans un symbole commun, que les hommes, dès le berceau jusqu'à la tombe, passent à côté les uns des autres sans se toucher ni se reconnaître ; qu'il y ait dans la France plusieurs Frances inconciliables entre elles, et dont l'une apprenne à jeter éternellement l'interdit à toutes les autres.

Ceux qui unissent et édifient sont ceux qui, en respectant les églises particulières, croient qu'elles sont contenues dans une église plus compréhensive, qui est le christianisme ; que, dès-lors, loin de séquestrer systématiquement chaque croyance, d'envenimer par-là et d'exagérer souvent les points de litige, il est bon de rapprocher, au moins un moment, dans un symbole commun d'éducation, les intelligences destinées à former une seule et même société. En rapprochant des cultes frères, ils unissent ; ils édifient en tendant, par un mouvement continu de l'ame chrétienne, à l'association des esprits dans la cité promise. Évidemment, l'état, qui se place à ce point de vue dans sa constitution, est plus près de l'église universelle que ne l'est l'ultramontanisme en ne parlant jamais que de séquestration, de séparation et d'isolement.

Vous demandez, monseigneur, quelle mission morale l'état, en le supposant bien ordonné, peut accomplir dans l'éducation ; vous faites vous-même la réponse, quand vous avancez une chose bien grave en effet, que chaque secte, chaque religion possède un enseignement moral qui forme un corps de doctrines fort différent. Entre ces morales particulières, je demande à mon tour, qui montrera le lien des unes et des autres ? qui décidera ? Sans doute, ce ne peut être aucune secte. Formerez-vous donc dans la société autant de consciences différentes qu'il y a de communions

séparées ? C'est à quoi il faudrait arriver en pressant vos paroles. Sous ces enseignemens différens, il y a une morale sociale sur laquelle repose la vie nouvelle. Dans la situation actuelle, chaque secte, chaque église ayant un enseignement distinct, il s'ensuit évidemment la nécessité d'une éducation publique, qui, en liant les éducations particulières, achève de lier et de coordonner dans la conscience générale les doctrines différentes. L'argument décisif pour l'intervention de l'état en matière d'éducation se tirera toujours du principe que vous venez de mettre en avant pour la combattre.

Car il ne suffit pas de se tolérer les uns les autres ; il faut encore être réciproquement d'intelligence. Or, qui enseignera au catholique l'amour du protestant ? Est-ce celui-là même qui inculque l'horreur du dogme protestant ? De bonne foi, pouvez-vous développer dans autrui le sentiment intime des droits et de la dignité de l'israélite, vous qui, dans le royaume où vous êtes le maître, venez de proscrire toute relation amicale entre le juif et le chrétien ? Pouvez-vous professer le respect pour ceux que vous anathématisez ? Pouvez-vous développer le sentiment de fraternité religieuse qui est l'ame de la société dans laquelle nous vivons ? Vous le pouvez si peu, que ce principe tout nouveau de la vie sociale n'existe pas à vos yeux, puisque vous ne vous posez pas même la question qui en dérive. C'est assez pour vous de maintenir les communions dans un isolement profond. L'idée de les mettre en rapport les unes avec les autres ne paraît pas une seule fois vous occuper, et pourtant c'est là toute la difficulté du problème. Reconnaissez donc qu'en restant dans les termes où vous vous renfermez, il est toute une partie de l'homme moderne qui vous échappe.

Entre des cultes désormais égaux, il faut une intervention spirituelle qui ramène à la paix ceux que tout pousse à la guerre, et les sectes, les églises séparées, avouant leur impuissance à la conciliation, nous revenons par tous les chemins à cette conséquence : qu'il faut chercher ailleurs l'enseignement de cette morale sociale, sans laquelle il y a désormais des catholiques, des dissidens, des philosophes, c'est-à-dire des partis, des sectes, et point de France.

Ne croyez pas d'ailleurs aisément que ceux que vous choisissez pour adversaires ne soient mus que par de petites pensées ; ils croient fermement que le problème de la société nouvelle est tout entier engagé dans les questions que vous posez : voilà tout. Si vous trouvez tant d'obstacles dès que vous voulez, sous une forme ou sous une autre, mettre une barrière aux rapprochemens religieux des ames, c'est, d'une part, que vous touchez à ce qui résume tout le progrès des temps, et de l'autre, que vous paraissez faire une œuvre plutôt de schisme que de religion ; car ce que l'on appelle tolérance ne repose pas seulement sur l'indifférence des cultes, mais bien plutôt sur un sentiment profond de l'identité de l'esprit chrétien dans le monde moderne. Les membres de la famille dispersés du Christ, tant de l'ancien que du nouveau Testament, se rapprochent, se reconnaissent, s'entendent d'un bout à l'autre de l'univers. La France est entrée plus qu'aucun autre peuple dans ce chemin de la réconciliation. Elle les précède tous dans l'alliance. C'est là son génie, sa mission, son étoile, sa loi écrite dans les codes et dans les ames. Quand le grand troupeau essaie de se rassembler après la tempête, la houlette sacrée n'empêchera pas l'unité que la croix a promise.

Sans parler du scepticisme, l'église est menacée aujourd'hui par deux sortes de dangers. D'abord, elle peut méconnaître ce qui se passe de religieux hors d'elle, et par là, en se laissant devancer dans sa propre voie, laisser aux laïques le soin d'accomplir sous ses yeux l'œuvre qu'elle abandonne. Supposez que le temporel invite à l'union des intelligences, le spirituel à la discorde, et dites-moi de quel côté sera l'Évangile. Il pourrait arriver qu'au moment où le christianisme s'incarne dans les institutions, le clergé fit la guerre sourde à ces institutions, et que l'église finît ainsi par se briser dans les ténèbres contre le Christ vivant au fond des lois.

En second lieu, le danger est dans l'infatuation de la victoire même sainte ; car, si dans l'ordre politique, l'infatuation d'un gouvernement est périlleuse, que faut-il dire de l'infatuation d'un culte ? On a vu le vertige saisir l'autorité civile ; dans ce cas, on la dépose ; une famille remplace une autre famille, et tout le reste subsiste. Mais si, par hasard, un culte long-temps absolu, après avoir perdu la souveraineté, songe à la ressaisir, si le vertige ravit d'orgueil un clergé sur son trône inaliénable, s'il se précipite lui-même volontairement, les yeux fermés, de toute la hauteur de Dieu, cette chute ne trouble pas seulement à la surface une famille, une dynastie, un roi : pendant des siècles, l'ébranlement retentit au loin dans les entrailles de la terre.

Edgar Quinet.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/R%C3%A9ponse_aux_observations_de_M._l%E2%80%99Archev%C3%AAque_de_Paris. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.